



# Retrouver les chemins de la prospérité

Die Dreiländerbrücke, la passerelle des trois pays qui relie Huningue et Weil-am-Rhein.

*Longtemps épargné, le taux de chômage alsacien est aujourd'hui au niveau de celui de la France*

**La Haute-Alsace fait face à la Suisse et à l'Allemagne deux des pays les plus compétitifs du monde. Arrêter le décrochage économique et retourner la tendance va nécessiter d'importantes réformes et l'expérimentation de solutions dont certaines peuvent avoir une portée européenne.**

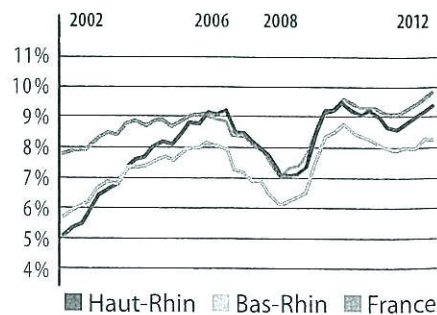
Une situation géographique exceptionnelle au cœur de l'Europe et au croisement de grands axes de communication, une main-d'œuvre de qualité et bien formée, un esprit d'entreprise et d'initiative... Longtemps le Haut-Rhin a pu compter sur des atouts majeurs pour assurer son développement et sa prospérité. Mais la globalisation du marché

et la mondialisation de la crise ont considérablement dégradé et fragilisé l'économie de la Haute-Alsace. Pour l'aider à trouver, à imaginer et à expérimenter des scénarios de reconquête, le Conseil Général du Haut-Rhin a fait appel à un groupe d'experts indépendants. Retour sur leurs analyses, conclusions et propositions dont plusieurs viennent conforter les options et les stratégies défendues par notre collectivité.

## Etat des lieux

Dans le territoire du Rhin Supérieur pourtant d'une grande homogénéité et cohérence, le Haut-Rhin a historiquement toujours été légèrement à la traîne sur le plan économique par rapport à ses voisins suisses et allemands. Le taux de chômage du Haut-Rhin a toujours été supérieur à celui de ses voisins badois et des cantons de Bâle-Ville et Bâle-Campagne. Avec toutefois une période exceptionnelle au début des années 2000 durant lesquelles le Haut-Rhin était

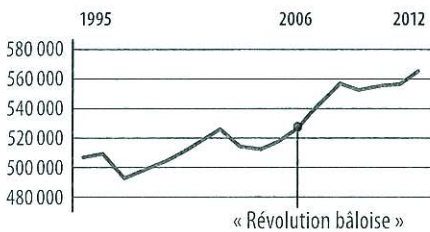
Évolution comparée du taux de chômage de 2002 à 2012 (en %)







### Évolution de l'emploi total secondaire et tertiaire de la Suisse du Nord Ouest de 1995 à 2012



*La création d'emplois est 6 fois plus élevée en Suisse qu'en Alsace*

même meilleur que ses voisins. L'une des principales raisons pour expliquer cette réalité est à chercher dans l'organisation de la France, à un hyper centralisme renforcé par le millefeuille administratif qui rend l'exercice du pouvoir local en matière d'aménagement du territoire très difficile freinant considérablement, sinon empêchant, la construction d'un avenir commun avec nos voisins.

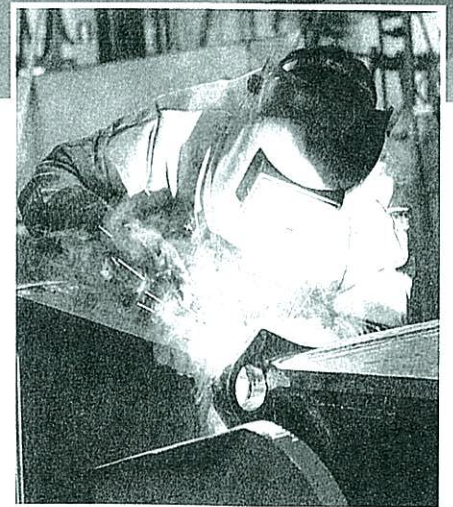
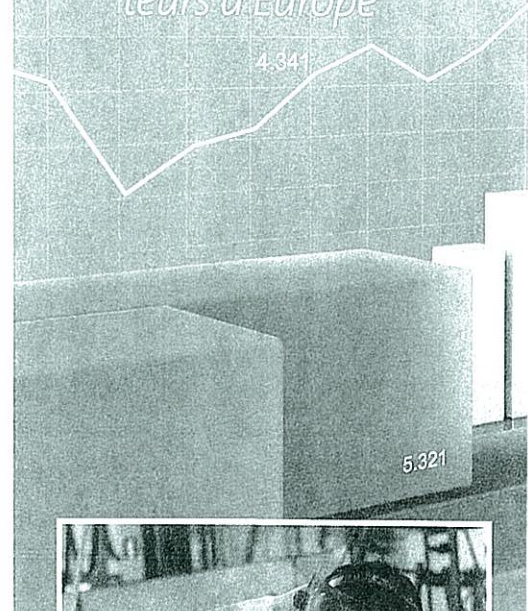
La crise économique en s'installant dans la durée a exacerbé davantage encore les tensions entre les économies et accentué les difficultés de la France et de l'Alsace.

### De lourds handicaps à surmonter

Certes la crise économique frappe toutes les régions françaises avec plus ou moins d'intensité selon les positionnements économiques et géographiques de chacune d'entre elles, mais le cas de la Haute-Alsace est unique. Notre département est frontalier de deux des pays les plus compétitifs d'Europe et du monde, dont le système d'innovation compte par ailleurs parmi les plus performants et qui de surcroît ont initié des réformes de structure (contre l'endettement, pour la compétitivité des entreprises, pour l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des collectivités) leur permettant d'affronter dans les meilleures conditions le nouvel ordre économique mondial. Enfin, le Haut-Rhin est positionné sur des créneaux industriels très exposés à la concurrence mondiale. Toutes réalités qui ont eu pour conséquence une très nette augmentation du chômage. Alors que le Haut-Rhin présentait un taux inférieur de 3 points à celui de la moyenne française et inférieur à celui du Bas-Rhin, son taux actuel est pratiquement identique à la moyenne française et supérieur de 1 point à celui du Bas-Rhin, et ce malgré l'emploi frontalier.

Les signes de décrochage de l'économie haut-rhinoise sont malheureusement perceptibles partout. L'industrie au savoir-faire reconnu souffre en particulier de difficultés structurelles : coûts de production trop élevés pour le niveau de gamme de production moyenne, ce qui entraîne logiquement une contraction de l'offre industrielle suivie par la

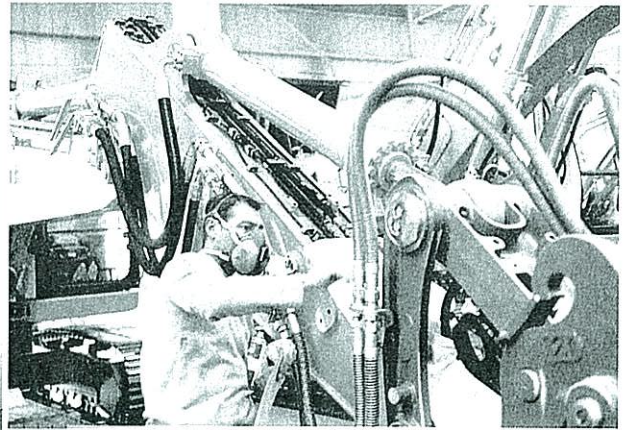
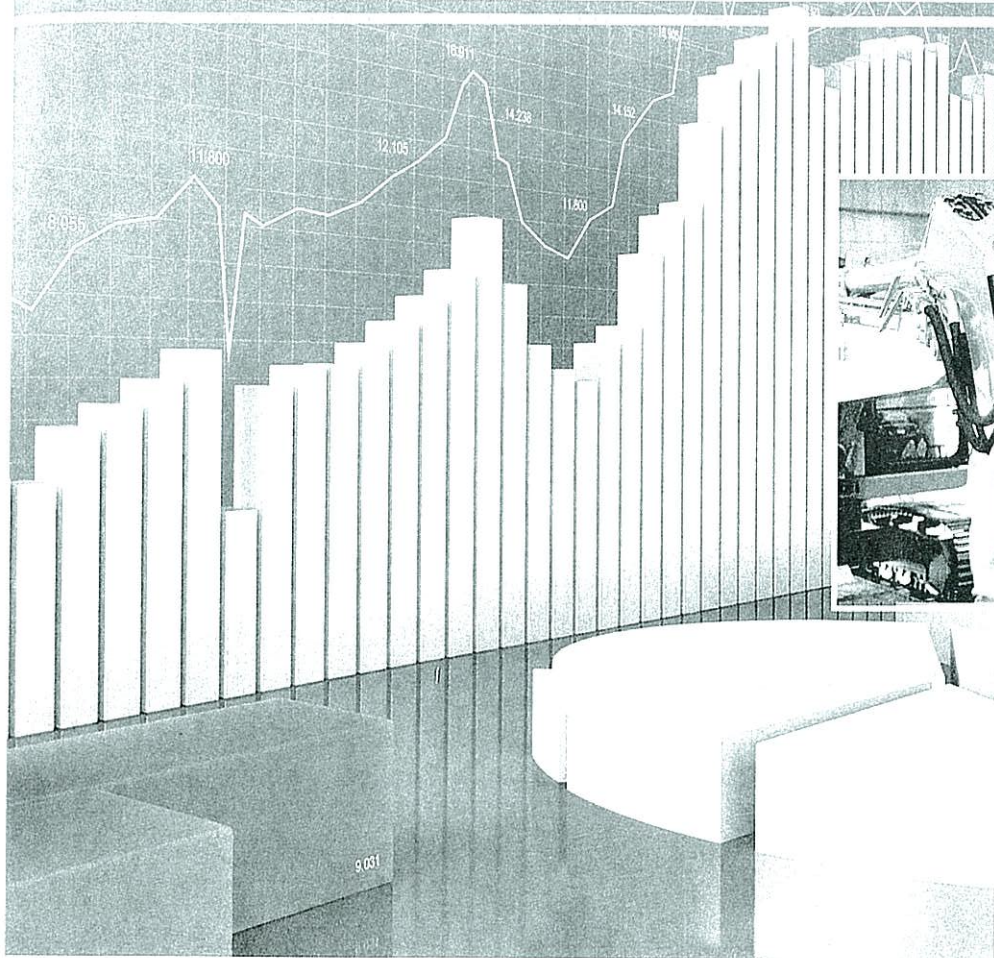
*« Notre département est frontalier de deux des pays les plus compétitifs et innovateurs d'Europe »*



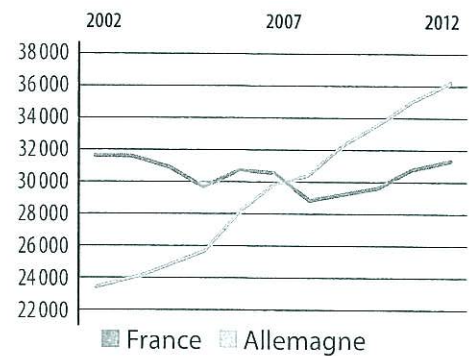
dégradation des services à l'industrie. Ce constat est d'autant plus cruel que parallèlement la Suisse réussissait son « Beschäftigungswunder », son miracle de l'emploi, avec un rythme annuel de création d'emploi 4 fois plus élevé qu'en France et 6 fois plus élevé qu'en Alsace. La « révolution bâloise » en particulier a généré plus de 30 000 emplois de haut niveau entre 2006 et 2008. Côté allemand, la grande majorité des secteurs économiques n'a pas été impacté par la crise, la région de Freiburg im Breisgau enregistrant un solde positif de plus de 11 600 postes de travail entre 2007 et 2010.







Évolution comparée du nombre de frontaliers résidant en France et en Allemagne de 2002 à 2012 (vers les cantons de Bâle ville, Bâle Campagne, Argovie et Soleure)



## Des pistes pour l'avenir

**Les situations de crise ont habituellement tendance à provoquer les tentations de repli sur soi. Au cœur de la crise européenne, la Haute-Alsace doit au contraire exploiter sa situation géographique et économique, s'ouvrir à ses voisins et imaginer et expérimenter des solutions dont certaines peuvent avoir une portée européenne.**

### 1. Organiser la transition énergétique à l'échelle transfrontalière

Si aucune alternative à Fessenheim ne se concrétise, si la transition énergétique, qui doit être organisée à l'échelle transfrontalière n'est pas anticipée, notre région industrielle « sûre » sur le plan de l'approvisionnement électrique va être transformée en une région dépendante et fragile.

### 2. Création d'une zone de droit social et fiscal européenne

Une « zone européenne » qui ne soit pas une zone « libre de taxes ou d'impôts » mais une zone qui préfigure l'Europe économique, environnementale et surtout sociale de demain. Cette zone constituerait, à travers son droit social, une fiscalité identique pour les entreprises françaises, suisses, allemandes, une gestion de son accessibilité aux différents modes de transport, le droit de l'aménagement... une synthèse de ce qui pourrait s'imaginer de mieux pour l'Europe de demain. Contribuer aux équilibres budgétaires des collectivités de tous les niveaux, supprimer la concurrence « sociale » entre les différents pays de l'Union Européenne, améliorer l'attractivité des régions frontalières... sont les conditions préalables pour permettre à notre région de redevenir un lieu de production attractif.

*La main-d'œuvre haut-rhinoise doit retrouver la maîtrise de l'allemand pour être plus compétitive.*

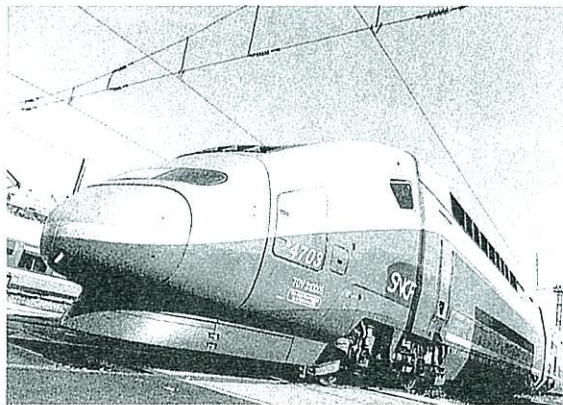
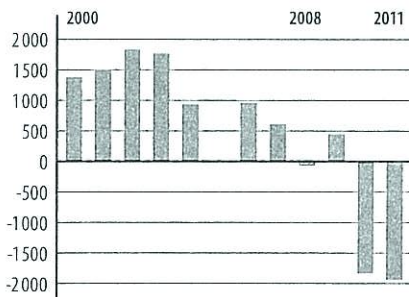
*schber. À wer s Owerelsäss hât d Mittel fer a nèia Ufschwung!*





*En 10 ans, l'Alsace  
est passée d'une  
région exportatrice  
à une région  
dépendante*

Évolution du solde de  
la balance commerciale  
alsacienne (en millions d'€)



### 3. L'extension de la zone de droit social et fiscal européenne à l'EuroAirport

L'idée d'un développement industriel n'a pas prévalu lors de la création de la plateforme aéroportuaire et de l'élaboration de son statut. Or les emplois de production industrielle de l'EAP représentent aujourd'hui un bon tiers de l'emploi total. Non seulement ils contribuent à l'emploi local alsacien, mais leurs effets induits sur l'économie locale sont importants. Ce sont par ailleurs des emplois stratégiques. Un statut « européen » permettrait à l'EuroAirport de se doter d'un projet industriel et d'aménagement défendu et valorisé par les organismes de promotion des trois pays riverains.

### 4. Un outil local pour régler les problèmes locaux

Les problèmes qui touchent notre espace transfrontalier sont tellement spécifiques qu'ils ne présentent qu'un intérêt secondaire pour les administrations centrales. Leur règlement par contre est essentiel pour l'avenir de notre territoire. D'où l'absolue nécessité d'une « boîte à outils » administrative destinée à régler rapidement tous les problèmes transfrontaliers particuliers posés aux entreprises par une réglementation trop lointaine du terrain.

### 5. Création de la « Compagnie trinationale du Rhin », société anonyme portuaire d'intérêt général européenne

Les trafics routiers et ferroviaires dans la vallée du Rhin Supérieur sont saturés ou proches de la saturation à certaines heures. Avec l'ouverture du tunnel ferroviaire du Saint-Gothard, la situation va probablement s'aggraver davantage encore, tout particulièrement à la hauteur de Bâle, point de convergence de tous les trafics. La voie fluviale par contre possède encore de importantes capacités et le Rhin, véritable colonne vertébrale de la région mé-

tropolitaine trinationale, pourrait efficacement participer au report d'une partie du fret routier. Ce report nécessitera par contre une forte coordination portuaire à l'échelle du Rhin Supérieur. Afin que l'équité d'implantation des entreprises soit acquise de part et d'autre des frontières, l'obtention du statut de zone européenne (cf point 2) est le préalable nécessaire à la création de la Compagnie trinationale du Rhin. Car le risque couru par l'Alsace serait grand : capter une partie des flux, mais voir l'essentiel de la valeur ajoutée industrielle produite en Suisse et en Allemagne où il est pour l'heure toujours plus intéressant d'investir.

### 6. Réaliser la deuxième tranche de la branche Est de la ligne à grande vitesse Rhin- Rhône

Le dernier tronçon Petit Croix(90)-Lutterbach(68) constitue un des éléments primordiaux pour la rentabilité comme pour l'intérêt de l'ensemble du réseau de lignes à grande vitesse et pour l'attractivité européenne de Marseille, Lyon, Besançon, Dijon, Belfort-Montbéliard, Mulhouse, Colmar, Strasbourg, Bâle, Fribourg, Karlsruhe ou Francfort. A ce titre, c'est un projet clé qui contribue à conforter l'ensemble des autres projets haut-rhinois, quelle que soit leur nature.

### 7. Accompagner NOVATRIS, un centre de compétences transfrontalières supérieures

Porté par l'Université de Haute Alsace en partenariat avec de nombreuses Universités et grandes écoles du bassin du Rhin Supérieur, le projet NOVATRIS a pour objectif de permettre à l'apprenant en formation initiale ou continue, et quelle que soit sa discipline de base et son expérience professionnelle, d'acquiescer ou d'approfondir les compétences clefs tant professionnelles que méthodologiques, sociales ou personnelles lui permettant de travailler, d'évoluer et d'agir avec aisance dans l'environnement transfrontalier. Cet outil de formation multiculturel unique doit être la pierre angulaire d'une région multilingue, cosmopolite et accueillante et d'un marché de l'emploi étendu au minimum aux trois pays voisins.